L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.
NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 16 MAI 1836.

POUR PRESIDENT.
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

LEGION DE LA LOUISIANE.

Ce beau corps a été passé en revue d'inspection, hier, par le brigadier-général J. B. Plauché. Depuis longtemps il ne nous était arrivé d'être témoin d'un spectacle plus magnifique. La Légion, quoique loin d'être dans son grand complet, comptait près de huit cents hommes, infanterie et cavalerie, tous parfaitement équippés et rivalisant d'efforts pour rendre la revue aussi brillante que possible. La Place d'Armes n'avait jamais, de mémoire d'homme, été mieux garnie de soldats. C'était vraiment un coup-d'œil superbe—aussi la joie la plus vive se laissait-elle voir sur la physionomie des nombreux spectateurs : tous les citoyens paraissaient fiers de leur Légion, et les légionnaires à leur tour, faisaient de leur mieux pour soutenir la réputation qu'ils se sont acquise comme miliciens disciplinés.

Parmi les compagnies dont on admirait la belle tenue et le nombre, on a cité le bataillon d'Artillerie et la compagnie des Gardes d'Orléans. Le premier corps comptait 91 volontaires et le second 89. Tous manœuvraient avec leur précision habituelle. Les Grays se sont fait également remarquer par une tactique de plus brillantes.

Nous avons appris que les canonniers et les gardes d'Orléans avaient fait le pari d'un déjeuner à qui des deux corps serait le plus nombreux ; les derniers ont perdu de deux hommes. Nous ne saurions trop louer cet esprit d'émulation qui règne parmi nos légionnaires; il ne peut en résulter que les effets les plus heureux.

Mais à propos de déjeûner : Que sont devenues ces petites fêtes que l'on donnait autrefois ? Ne serait-il pas convenable de les remettre à l'ordre du jour ? Nous le croyons fermement; et dans cette confiance nous pensons devoir engager nos citoyens, en général, à ouvrir une souscription pour monter une partie digne de notre légion. La saison est des plus belles pour cet objet. D'ailleurs c'est une dette que les bourgeois, rentiers, négociants, et tous ceux qui ne portent pas le mousquet de rigueur doivent à ceux de leurs concitoyens qui se sont constitués leurs défenseurs jurés.

Il conviendrait aussi de consacrer régulièrement un jour de chaque année à une semblable partie de plaisir qui aurait pour titre, "Fête de la légion."

Nous avons lieu de présumer que cette suggestion sera favorablement accueillie par tous les bons citoyens de la Nouvelle-Orléans.

Les Patriotes Martyrs.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler de cette tragédie que l'on doit considérer comme une œuvre vraiment Louisianaise. Cette pièce dont l'action remonte à l'époque de la colonisation, est faite pour intéresser tous ceux qui ont du sang créole dans leurs veines. Convaincu de cette vérité, c'est avec le plus vif plaisir que nous sommes à même d'annoncer à nos concitoyens que c'est aujourd'hui que doit avoir lieu, au théâtre de la rue St. Charles, la première représentation de cet ouvrage. Ne dévons nous pas espérer que l'auditoire sera des plus nombreux.

La saison théâtrale est sur le point de se terminer. Demain, le théâtre d'Orléans donne sa pièce de clôture. La représentation est au bénéfice de MM. Guiraud et St.-Amand. Dans la semaine, l'opéra italien aura fini sa campagne; il ne lui reste plus que deux pièces à jouer. Les jours fixés à cet effet sont mercredi et vendredi prochains—le théâtre anglais de la rue du Camp et celui de la rue St. Charles ne tarderont pas aussi à faire leur émigration annuelle. Après cela il faudra dire adieu aux plaisirs. Il ne nous restera plus pour nous consoler que les parties du lac et celles de Carrollton. C'est bien peu de chose pour ceux qui sont friands de la musique—mais enfin vaut-il mieux cela que rien du tout.

ACCIDENT—Hier soir, un jeune homme de couleur dont nous n'avons pu connaître le nom, a eu les deux jambes coupées par les chars du chemin à coulisses. Ce malheur est attribué à son imprudence d'avoir voulu descendre trop tôt.

Un incendie de plus—Une barraque de moins.

Le feu s'est déclaré samedi dernier à une heure et demie du matin dans une vieille maison en bois située rue Bourbon, entre les rues Hopital et Quartier. Les pompes, avec leur activité accoutumée, se sont rendues sur les lieux et par leurs prompts secours elles ont réussi à sauver le quartier qui courait les plus grands dangers. La maison No. 372 dans laquelle le feu avait pris a été détruite.

La première pompe arrivée a été le No. 3; elle s'est rendue maîtresse des flammes après elle est venue le No. 4 qui a achevé l'ouvrage commencé. Les autres pompes sont arrivées lorsque le danger était passé. Si elles ont été plus tardives que les premières la faute en est peut être aux cloches de la Cathédrale qui ne se sont fait entendre que longtems après que l'incendie se fut déclaré.

AUTRE INCENDIE—Hier, à deux heures de l'après-midi, le feu s'est manifesté dans la briqueterie de M. Génois, faubourg supérieur. Nous n'avons pu obtenir aucun renseignement positif xunni au chiffre des propriétés détruites : nous avons simplement appris d'une manière verbale qu'il n'y avait eu de brûlé que la moitié d'un grand hangard et tout le bois de chauffage qui se trouvait sur les lieux.

FLORIDE.

Il paraîtrait que les Séminoles ont recommencé leurs hostilités depuis que les volontaires ont été congédiés. Il est vraiment à regretter que la mauvaise intelligence qui a régné entre les généraux Scott & Gaines, ou bien le petit nombre de troupes expédiées pour la Floride aient empêché que la guerre n'eut une issue décisive.

La ville de Tallahassee se trouve dans ce moment exposée à la fureur de ces Indiens.

Une lettre datée du 8, de cet endroit dit que les frontières sont sans défense depuis que le général Scott a quitté le champ de bataille. Les Indiens environnent la place sans avoir cependant fait aucune attaque. Les gardes Tallahassiennes sont sur pied toutes les nuits pour veiller au salut de la ville. L'habitation du juge Randall a été attaquée par les Séminoles qui ont tué un nègre et blessé un blanc. L'habitation de M. John Gamble fut également cernée et le propriétaire obligé de fuir pour sauver sa vie. Une compagnie de cavalerie a été expédiée pour aller au secours des malheureux. Les Indiens s'étaient déja portés sur St. Marks qu'ils ont assiégé mais d'où ils ont été repoussés par la garnison, grâce à 3 pièces de canon dont elle était munie. Le bruit courait à Tallahassee que les Séminoles avaient également attaqué Fort Drane et fort Brooke et qu'ils avaient tué 20 hommes dans ce dernier endroit. Le général W. Scott a été, dit l'auteur de la lettre ci-dessus, en effigie le 6 sur la place Washington (Tallahassee.) En addition à ces détails on ajoute que l'habitation du général Clinch a été désolée par les Indiens.

LES CREEKS.

Nous apprenons par le *Journal* de Montgomery, qu'un exprès expédié après du général Shearer et qui avait passé par cette ville le 9, y avait apporté la nouvelle que deux mentres ainsi qu'une foule d'autres actes de violence et de dépradation avaient été commis par les indiens.

Depuis le départ de l'exprès de Montgomery on y avait reçu la nouvelle d'un nouveau meurtre. Presque toute la population de Chatahoochie, en-deça de Columbus, s'était vue forcée d'abandonner ses foyers, sa récolte et ses propriétés à la rage des Indiens.

L'éditeur du Journal que nous avons cité fait de vehémentes réflexions sur cet état de choses. "Guerre ou non," dit-il "nous ne devons pas rester plus longtems tranquilles et souffrir que nos citoyens soient massacrés et nos riches comtés dépeuplés par les Indiens. Le gouvernement général ne fait rien dans les circonstances actuelles ; notre état doit donc adopter immédiatement les mesures les plus énergiques. Il ne reste plus un moment à perdre pour envoyer des troupes dans l'endroit du danger pour punir et chasser ces marraudeurs indiens." Un troisième exprès arrivé le 12 à Montgomery, portait des dépêches par lesquelles on demandait de prompts secours : il y avait quatre autres blancs de massacrés à l'établissement espagnol (Spain settlement.)

Une assemblée publique fut de suite convoquée à Montgomery et on y adopta des résolutions pour la formation immédiate de deux corps distincts, l'un desquels devait se tenir prêt à partir le lendemain au matin pour le pays des Creeks, pour y aller secourir les citoyens opprimés, et l'autre devant être gardé comme un corps de réserve pour veiller à la protection des habitants et des propriétés de Montgomery et de ses environs.

Une de ces résolutions instituait un comité de 5 membres chargé de négocier un emprunt avec la branche Banque de l'Etat, établie à Montgomery pour subvenir aux frais d'organisation de ces corps et autres dépenses nécessaires à son équipement et approvisionnement, jusqu'à ce que les dits corps fussent reçus au service de l'Etat ; le comité devait aussi recevoir la signature des personnes disposées à garantir la Banque du montant de l'emprunt dans le cas où la législature refuserait ou négligerait de faire une appropriation à ce sujet.

Le patriotisme des Américains et une de ces choses admirables que l'on ne rencontre en aucun autre pays du monde. Les citoyens sont toujours à leurs postes dans les moments du danger : leur fortune même, répondent constamment à l'appel fait en faveur de la chose publique. Peut on en dire autant du sentiment général ?

Voici la liste des places qui ont été créées par le conseil de la première Municipalité et les émoluments y attachés, savoir :

1 trésorier,	$4000	par an.
1 voyer,	2500	" "
1 député voyer,	1800	" "
1 avocat,	2000	" "
1 commre. pour le marché aux légumes,	1200	" "
1 do. pour le 4me. district,	1200	" "
1 do. pour la halle aux boucheries,	1200	" "
1 do. pour le 5me. district,	1000	" "
1 do. pour le 3rd. district,	1200	" "
1 do. pour le 5me. district,	1200	" "
1 do. pour le 1er. district,	1200	" "
1 syndic p les établis. du bayou St Jean,	300	" "
1 capitaine de la garde-ville,	1800	" "
1 lieutenant " "	1000	" "
3 sergents, " " $720 chacun,	1440	" "
40 garde-ville à $40 par m. chaque sold.	19200	" "
10 lampistes, à $40 do.	4800	" "
1 surveillant des travaux de la ville,	1200	" "
1 surveillant de la Levée,	1200	" "
1 gardien de la geole de police,	600	" "
1 médecin de la geole,	600	" "
1 gardien de la poudrière,	1200	" "
1 gardien du cimetière,	1200	" "
1 ingénieur pour la pompe,	1200	" "
1 warfinger, à une commis. de 3 pr. 100.		
1 collecteur sur les cabarets, etc., à une commission de 3 pour 100.		
1 collecteur sur les marchands étaliers, colporteurs, professions, 3 pr. 100.		
1 collecteur sur les charrettes etc. etc., 3 pour 100.		
1 collecteur des droits de pavage 3 pour 100.		
Les appointements du Recorder ont été fixés à	3000	" "
Ceux du secrétaire du conseil,	2000	" "
Ceux du sergent d'armes.	640	" "
Total	$59,480.	

Sans y comprendre la commission des différents collecteurs.

Nous avons reçu par le navire *Talma*, venant du Havre des journaux de Paris d'un jour plus récent. On trouvera dans une autre partie de notre feuille des extraits que nous y avons faits.

Le navire *Salem* est également arrivé samedi.

A une assemblée nombreuse et respectable des citoyens de la Nouvelle-Orléans, tenue samedi dernier à la Salle d'Orléans, M. Bernard Marigny fut élu président, MM. Antoine Maurin et J. C. de St.-Romes vice-présidents, et Mrs. Richard M. Carter et Charles Bayon secrétaires.

Le président ouvrit l'assemblée par une chaleureuse allocution. "Messieurs, dit-il, je ne m'attendais nullement à la réunion de ce soir ; arrivé depuis quelques instants de la campagne, je me suis aperçu qu'il régnait une grande agitation parmi les citoyens ; instruit des motifs qui l'avaient suscitée, j'ai dû sacrifier toute autre occupation pour me rendre à l'appel de mes compatriotes. Oui messieurs, nous avions un acte de justice à faire, et je vois avec orgueil que vous partagez tous les mêmes sentimens qui m'animent. Un de nos plus estimables concitoyens a été en butte à une calomnie infâme et paloumale. Un pamphlet a circulé dans le public ; vous en connaissez la substance, Messieurs ; vous savez qu'il attaque M. Felix de Armas dans ce qu'il a de plus cher et de plus sacré, son honneur : vous avez lu ce tissu de mensonges, et vous avez dû frémir d'horreur comme moi, en voyant avec quelle audace on s'est permis d'insulter un homme que vous connaissez trop bien pour qu'il me soit nécessaire de chercher à le justifier ici. M. F. de Armas est un de ces hommes dont la réputation est trop bien établie pour qu'il nous soit possible de présumer que cet infâme pamphlet ait pu en rien affecter sa réputation. Je connais M. de Armas depuis son enfance ; je sais, et aucun de vous ne l'ignore, que la probité la plus pure, l'intégrité et l'indépendance de caractère sont les qualités distinctives de son cœur.

Il est en même temps d'une vivacité extrême, et toujours prêt à braver quelque grand danger. Si donc on me disait, M. de Armas, dans une émeute s'est élancé, le poignard à la main, pour défendre un ami, an étranger même, aussi injustement par la multitude, certes je n'aurais nulle peine à ajouter foi à un pareil rapport: mais croire que comme homme privé, comme officier public, M. de Armas ait pu mettre la plume en main pour faire un faux, pour dresser un testament contraire au desir ou à la volonté du testateur.... Ah Messieurs ! infamie sur le calomniateur.

Messieurs, notre pays depuis long-tems ne sert que trop souvent gouvernement de refuge à une classe d'aventuriers qui ne viennent parmi nous que pour y mettre le désordre, pour chercher à rompre les liens d'amitié qui nous attachent les uns aux autres, pour s'enrichir à nos dépens par tous les moyens qui se présentent à eux; ils veulent tout prendre, tout..... Semblables à ces vautours chassés par la tempête, ils sont constamment suspendus au nos têtes, attendant que le moment se présente pour tomber sur leur proie. Il est temps de mettre un terme à de semblables abus, et c'est pour y arriver que cette assemblée s'est réunie ; faisons rejaillir la calomnie sur l'homme qui l'a commise ; agissons de concert avec l'énergie et le calme qui caractérise l'homme d'honneur pour donner toute la force possible à nos délibérations.

Le discours de M. Marigny est accueilli avec le plus vif enthousiasme.

Après lui M. Carter est appelé à prendre la parole. Il explique le but de la réunion ; il y va de l'honneur et de la dignité des citoyens de rendre justice pleine et entière à M. Félix de Armas, quant aux imputations qui ont été dirigées contre lui. M. Carter représente M. Felix de Armas comme un homme jouissant de la confiance publique et de l'estime générale. Ses talens, son intégrité qui ne se sont jamais démentis le mettent au-dessus des infâmes calomnies contenues dans le libelle qui en vient de publier contre lui. Il y a longtems que la réputation de M. De Armas est établie de la manière la plus solide. Comme homme public sa carrière a toujours été des plus honorables, comme homme privé il a toujours été dévoué aux intérêts de son pays. Connait-on maintenant des étrangers qui viennent ainsi le calomnier, l'accuser du crime le plus horrible, d'avoir commis un faux, d'avoir passé un testament contrairement au vœu du testateur, en léguant à telle personne ce que celui-ci voulait ne donner qu'à ses héritiers.

La conduite de M. Caillard [l'auteur du pamphlet] a eu pour but d'agiter fortement les sentimens publics, elle a été calculée de manière à instiguer que nos citoyens les plus respectables sont susceptibles de commettre de la fraude.

Il y va de la dignité du pays, de l'honneur de la famille et des amis de M. Félix de Armas que la chose ne passe pas sous silence : il convient donc de témoigner d'une manière solennelle que c'est avec le plus profond mépris et l'indignation la plus grande que l'assemblée a eu connaissance des charges infâmes portées par M. Caillard.

Après ces courtes allocution,

Sur motion, un comité de 5 membres, composé de MM. Pichot, Landreaux, P. Bertus, M. Feuché Cougot et Musson Fleytas nommé pour rédiger des résolutions.

Le comité s'étant retiré dans un appartement séparé revint après quelques minutes et présenta au président les résolutions suivantes qui furent adoptées à l'unanimité avec le plus vif enthousiasme.

PREAMBULE ET RESOLUTIONS.

Attendu qu'un pamphlet diffamatoire a été lancé dans le public, dans le but aussi honteux que difficile à atteindre d'attenter à la réputation d'un des citoyens les plus respectables de cette ville, et qu'il est urgent d'arrêter la marche sinistre d'un abus, dont les suites ne seraient qu'être funestes à la tranquillité publique, et à l'harmonie si nécessaire à notre population;

Attendu que, tout en reconnaissant l'Indépendance qui doit être garantie à l'avocat, afin d'assurer le cours régulier de la justice, nous croyons qu'il est de certaines limites qu'il n'est pas permis de franchir, car la licence appartient où la liberté finit;

Attendu enfin, que dans l'affaire des héritiers Chardon contre le sieur Bongue, E. Caillard, prostituant cette noble indépendance, n'a pas craint de s'attaquer à la réputation si justement irréprochable de Mr. Félix de Armas, notaire, entouré de l'estime et de la confiance de ses concitoyens alors même qu'un tribunal respectable avait déjà, par un jugement solennel, rendu hommage au caractère honorable de ce fonctionnaire public;

Résolu, que cette assemblée voue au mépris et à l'indignation publique, la conduite infâme et scandaleuse du Sr. Caillard; et proclame hautement l'estime et la considération qu'elle a toujours professées pour Mr. Félix de Armas, et auxquelles il n'a jamais cessé d'avoir droit;

Résolu de plus: Que, pleine de confiance dans le justice du barreau Louisianais, cette assemblée attend de ce corps distingué, une réparation éclatante.

Sur motion de M. Musson, amendée par un autre membre de l'assemblée,

Résolu que les procédures de l'assemblée seront publiées dans les gazettes de la Nouvelle-Orléans.

Sur motion de M. Conget, résolu que des remerciements soient votés à M. Davis pour l'usage qu'il a accordé de sa salle.

Sur motion de M. Pichot, résolu que des remerciements soient offerts au président, au vice-président et aux secrétaires de l'assemblée.

Sur motion, l'assemblée s'est ajournée.

Signé BERNARD MARIGNY, président.
Signé RICHARD M. CARTER, } secrétaires
Signé CHARLES BAYON. }

Nouvelles de la Chine et du Cap de Bonne Espérance.

Par l'arrivée du navire Jane, venant de Glascow, (Ecosse) d'où il est parti le 28 mars nous avons obtenu quelques numéros du *Liberator*, dans lesquels nous avons trouvé les extraits suivans :

Londres 23—On a reçu ce matin au café du North & South American des gazettes de Madras du 29 novembre, de Canton du 18 et du Cap de Bonne Espérance du 17 janvier.

Les nouvelles du Cap sont assez rassurantes. Le colonel Smith, commandant en chef des frontières orientales et de la province d'Adelaïde, et récemment arraché du pays des Caffres, s'occupait de compléter les arrangemens relatifs à l'administration de la justice. Ses mesures obtenaient tout le succès qu'on pouvait attendre après les désordres qui venaient d'avoir lieu. Ses actes dictés en apparence par un sentiment d'humanité avaient réussi à lui gagner la confiance des tribus de la nouvelle province.

Le journal "South African" publie quelques documens servant à prouver quelles sont les causes qui ont porté les Caffres à commettre leur récente agression sur la colonie Ces documens représentent la conduite tenue par lord Somerset, alors qu'il était gouverneur de la province comme tout-à-fait honorable.

Le gouverneur de Canton a lancé un édit d'un caractère assez amusant au sujet d'un bateau à vapeur arrivé des Indes. Ce bateau était le premier qu'on eut encore vu dans l'Empire Céleste. Ses mouvemens hâtifs avaient frappé d'étonnement toutes les autorités de l'endroit. L'ordre fut en conséquence donné pour que ledit bateau n'eût plus à naviguer dans les [illegible] et qu'il fut [illegible] lieux [illegible] même.

CHANGEMENS DANS LE MINISTERE.

Le bruit court dans les cercles politiques [illegible] sujet de croire qu'il est fondé, que Lords Palmerston et Glenelg sont sur le point de se retirer du ministère. On suppose que lord Durham obtiendra le portefeuille des affaires étrangères, et Lord William Bentinck ou M. Ellice celui du département colonial.

[Journaux de Londres.]

Le *Libérator* annonce l'arrivé à Glascow du navire Jane Brown venant de Canton, chargé de thé. C'est, dit-il, le premier batiment qui soit jamais parti directement de Canton pour ce port

Paris, 19 mars.

Ainsi que nous l'avons dit hier, trente deux personnes ont été arrêtées par suite de la découverte de la fabrique de poudre de la rue de l'Oursine Aujourd'hui quinze ou seize de ces inculpés se trouvent encore dans les prisons où ils sont détenus en vertu de mandats de dépôt ; les autres ont été relachés après les premiers interrogatoires ; quelques uns obtiendront aussi prochainement, sans doute une mise en liberté.

Hier M. Zangiacomi, juge d'instruction a délivré un mandat d'amener contre un jeune étudiant en médecine du nom de Lamieussens, soupçonné d'avoir pris part à la fabrication de poudre Aujourd'hui M. Vassel, officier de paix, est allé exécuter ce mandat au domicile de cet étudiant, qu'il a arrêté. Cette arrestation paraît avoir été motivée par la saisie d'un portefeuille, faite chez M. Barbès.

Par suite d'investigations nouvelles auxquelles M. le commissaire de police Yon s'est livré hier et aujourd'hui, il est parvenu à découvrir les différens endroits où les outils, machines et autres objets ayant servi à la fabrique de poudre, avaient été achetés.

C'est chez M. Henry, menuisier, rue des Bourbonnais, 8, assure-t-on, que Robert se serait d'abord présenté pour choisir les bois nécessaires à la construction des établissemens des séchoirs et autres instrumens propres à l'entreprise dont il était le gérant. De là, Robert se serait rendu chez le sieur Binker, autre menuisier, rue Berrin-Poirée, 3, où il aurait acté les bois achetés chez le sieur Henry.

Le même jour, à ce qu'il paraît, Robert aurait été aussi faire provision de charbon de terre chez le sieur Barbier, rue du Dragon, 19, qui lui en aurait livré 250 kilogrammes environ. Ensuite, il serait transporté chez un troisième marchand, nommé Dugardins, rue des Lyonnais, 18, où des morceaux de bois, vulgairement appelés *sourtans*, lui auraient aussi été vendus à raison de deux francs pièce. Enfin, c'est chez le menuisier Lorain, rue Saint Jacques, 328, que l'inculpé aurait été fendre son bois pour le préparer à l'usage auquel il le destinait. On croit savoir encore que Robert et Barbour avaient ensemble acheté les pilons et les mortiers chez des férailleurs du faubourg Saint-Antoine, et les tamis chez un boisselier, place du marché Saint-Jean.

Mais de toutes ces investigations a jailli, dit-on, un rapprochement que sa bizarrerie rendrait à peine croyable. Robert, est ouvrier menuisier qui a confectionné les tables et les séchoirs de la fabrique de la rue de l'Oursine, travaillait naguères chez le sieur Josserand, menuisier, rue de Montreuil, 41 ; ce fut lui qui, sur la demande de Fieschi, prépara les bois destinés à la confection de la machine *infernale*; les caisses dont il s'était servi à cette époque seraient précisément ceux qu'il aurait aussi employés plus tard pour confectionner et emballer les séchoirs de la fabrique de poudre. On ajoute que ce fait résulterait des aveux même de Robert.

Il est inutile de faire remarquer qu'un pareil rapprochement n'a pas la moindre importance, quant à l'affaire en elle-même, et que si nous le signalons, c'est uniquement comme un nouvel exemple de ces jeux du hasard et de ces singularités inexplicables, qui étonnent l'imagination et peuvent un instant piquer la curiosité publique.

Nous apprenons ce soir, qu'hier dans la soirée, la dame locataire du logement où ont été saisies des armes et des munitions de guerre, dans la rue de Beaune, a été arrêtée rue Saint Denis, par ordre de l'autorité judiciaire. On prétend que cette autre quantité d'armes et de munitions a aussi été saisie presque à la même heure, dans le même local.

(Gazette des Tribunaux.)

A défaut du *Moniteur*, le *Journal de Paris* donne les explications suivantes sur les dernières nouvelles de Barcelone :

"Le ministre de la marine s'occupe de préparer le départ pour l'île Bourbon du renfort de garnison, pour lequel il a demandé sur 1836 un crédit extraordinaire que a chambre des députés a déjà voté.

"D'après les nouvelles que les derniers arrivages de Bourbon ont apportées, ce renfort est devenu de plus en plus nécessaire.

"Le gouvernement aviseras aux moyens que pourra exiger la conservation de l'ordre à Bourbon. Il n'a pas reçu de M. le contre-amiral Cuvillier, le rapport officiel que cet officier général a dû lui adresser au sujet des événemens de mois de décembre dernier. Il y a tout lieu de croire que ce rapport a été expédié par un bâtiment parti en même temps que celui qui vient d'arriver à Nantes, et dont la navigation a été plus rapide.

—Don Carlos vient de signer, par procuration, un emprunt de 400 millions de francs. MM. Ouvrard et Franchessin sont les spéculateurs chargés du maniement de l'opération; mais derrière eux se montrent les noms de MM. G. Cower et Samuel Roberts, banquiers à Londres

Cet emprunt offre dès à présent, pour le prétendant, la perspective d'une somme de 33 millions. On dit que don Carlos a long-tems refusé de signer les conditions exigées; mais il s'est rendu, quand on lui a fait comprendre qu'après son arrivée à Madrid, il serait deux ans sans exiger d'impôts de ses sujets, puisqu'alors les cent vingt millions restans sur cet emprunt entreraient facilement dans ses coffres.

—On assure que M. Réalier-Dumas doit venir incessamment à Paris pour défendre à la chambre dont il a fait partie, le budget des cultes.

CHEVALERESQUE.

On a vu depuis le commencement de la guerre civile, dans les provinces basques, se renouveler à plusieurs reprises ces combats réglés, dont les tems homériques et les siècles de la chevalerie offrent de fréquens exemples Cet usage n'est pas encore tombé en désuétude, comme il appert dans la lettre addressée par le colonel F. F. de Cordova au général carliste Elio :

"Liuano, 20 février.

"Monsieur, j'ai rendu compte à mon frère et général de notre défi. et ayant obtenu son autorisation, je vous déclare de nouveau qu'avec un nombre de soldats égal à celui du bataillon des guides et 50 cavaliers chosis des deux côtés, je me fais fort de battre vos soldats, et je prouverai que la supériorité de mes armes est incontestable et que depuis long-tems j'aurais terminé la guerre si des obstacles et des avantages étrangers à la valeur ne l'avaient prolongée au grand détriment du pays.

"Mon frère m'a aussi accordé l'honneur de commander les braves qui brûlent d'en venir aux mains avec vos soldats ; si vous persistez dans votre offre, nous nous trouverons à 8 heures de jour, le lieu et les conditions du combat. Mon général m'ordonne en conséquence de vous répéter ce qu'il a déclaré à votre général en chef, par l'organe de plusieurs parlementaires, savoir :

"1o. Que pour démontrer à quel point notre cavalerie est supérieure à la vôtre, 200 cavaliers de notre armée se battront avec 300 lanciers que vous choisirez indistinctement parmi les vôtres.

"2o. Que 16 bataillons et 400 cavaliers livreront bataille à 20 de vos bataillons et à 500 cavaliers.

"3o. Que 25 bataillons constitutionnels, 600 cavaliers et 4 pièces de canon combattront en rase campagne contre toutes les forces ennemies de notre auguste reine qui se trouvent dans les quatre provinces, et qui, suivant les rapports de vos officiers, se composent de 44 bataillons et 1,000 cavaliers, avec beaucoup de pièces d'artillerie. "Dans l'espoir que la publicité donnée au défi déterminerait votre général en chef à relever le gant, mon général m'a ordonné de faire insérer cette lettre dans les journaux nationaux et étrangers, soit pour hâter le terme d'une guerre dont la prolongation n'est pas moins funeste à votre cause qu'à la nôtre, soit pour fixer l'opinion de l'Europe entière sur le mérité des rapports par lesquels vous surprenez sa bonne foi en présentant vos défaites comme des triomphes, et en soutenant que vous luttez avec des forces inférieures, tandis que cette infériorité n'existe que dans les bulletins que vous répandez pour ranimer des partisans ou décourager des ennemis.

"Enfin mon frère veut épargner au monde de la manière la plus évidente, soit que vous acceptiez, soit que vous refusiez, comme je le crains ce défi, que les progrès de la révolte dans les quatre provinces et la prolongation de la guerre ne doivent être attribués qu'à des accidens et à des obstacles étrangers à la valeur des troupes et à l'habilité de leurs généraux; en un mot, que la guerre ne continue que parce que vous agissez avec la plus grande circonspection en vous cachant derrière des montagnes inaccessibles et des défilés fortifiés.

"Aussi mon général étant convaincu qu'il ne pourrait s'emparer définitivement de ces montagnes et des défilés, malgré les efforts glorieux de son armée, a-t-il adopté un autre système et un plan dont le succès est infaillible. Je désire vivement que ce combat abrège les souffrances de notre pays, et je m'estimerai heureux d'avoir obtenu ce résultat.

"J'attends votre réponse.

"Le colonel aide-de-camp de S. Exc. le général Cordova,
"F. Fernandez de Cordova."

On lit dans le Morning Chronicle :

Les dépêches adressées par le général Cordova au gouvernement français, à l'effet de demander que le cordon d'observation s'avançât dans les vallées du Bastan et des Aldudes, nous paraît tellement raisonnable de tous points que nous ne doutons pas qu'elle ne soit accueillie par la France et approuvée avec empressement par les autres parties contractantes du traité de la quadruple alliance. Il est clair qu'il y a une grande différence entre une pareille mesure et une intervention active des troupes françaises dans la guerre civile. En effet l'occupation de l'entrée de ces défilés par delà les Pyrenées, n'équivaudrait réellement qu'à un changement temporaire de la délimitation des frontières entre la France et l'Espagne, délimitation qui, de ce côté, n'a jamais été bien positivement définie, puisqu'il s'y trouve une portion de territoire que l'on désigne encore sous le nom de territoire neutre, attendu qu'on ne sait pas à laquelle de deux nations il appartient. Ce changement de position de la part des troupes de l'armée d'observation aurait en outre cet avantage qu'il mettrait les autorités en position d'intercepter les secours qui peuvent arriver aux insurgés par les Pyrénées beaucoup plus sûrement qu'elles ne pourront le faire tant que le cordon restera établi comme à présent sur le territoire français.

Ajoutons que les populations des ces vallées, qui se sont déclarées pour la reine, seraient ainsi mises à l'abri des violences des carlistes, auxquels derniers serait obligés d'évacuer Salvatierra. Enfin un dernier résultat de cette opération serait de produire un effet moral désastreux pour la cause du prétendant.

Quant à nous, lorsque nous considérons l'impossibilité du triomphe de don Carlos, la déplorable effusion du sang et les atrocités qu'entraine inutilement cette guerre civile, si fatale d'ailleurs à l'établissement d'un bon gouvernement en Espagne, nous applaudirions vivement à des mesures plus énergiques que l'intervention passive réclamée par Cordova, mais en cela nous ne faisons qu'exprimer une opinion purement personnelle, car nous sommes persuadés que nos ministres se consentiraient jamais à l'emploi de pareilles mesures, à moins qu'ils ne fussent formellement assurés qu'elles n'auraient aucun résultat politique de nature à compromettre l'indépendance du gouvernement de la reine. L'un des objets du traité de la quadruple alliance a été d'empêcher toute assistance directe au gouvernement de la reine, à moins que cette assistance ne fut consentie par toutes les parties contractantes. Cette précaution a été jugée nécessaire pour maintenir l'intégrité du royaume d'Espagne et mettre son gouvernement à l'abri de toute influence étrangère. C'est là le point essentiel et il faut qu'il soit garanti, arrive que pourra. Mais s'il était possible que sans mettre aucunement en danger l'intégrité du territoire espagnol, et la libre carrière du gouvernement, on pût arriver à la pacification de l'Espagne au moyen de mesures plus énergiques, nous ne pourrions qu'approuver l'emploi de ces mesures, et certainement la majorité de la nation anglaise serait comme nous. Cracovie nous fournit un précédent pour justifier l'expulsion par une force étrangère de dangereux agitateurs.

—On lit dans la Chronique de Seine-et-Marne :

Le sieur Pichot, manouvrier à la Ferté-Gaucher, possédait depuis long-tems un vieux bahut : ce meuble que rien ne recommandait et que son état de vétusté rendait même un objet d'embarras, lui était échu dans la succession de la mère de sa femme, et depuis, il avait vainement offert à plusieurs personnes de le vendre, moyennant la modique somme de 25 sous. Forcé, pour ainsi dire, de garder ce bahut dont personne ne voulait, Pichot l'avait déposé dans un coin de son grenier et s'en servait pour y placer des cendres. Il y a quelques jours, il eut besoin de faire descendre et de nettoyer ce meuble, et pour cette opération, il fut nécessaire de détacher quelques lambeaux d'une mauvaise toile qui garnissait l'intérieur du bahut. Il s'aperçut alors qu'il y avait dans l'épaisseur du bois une cavité dont jusqu'ici il n'avait pas soupçonné l'existence, et après quelques faciles recherches, quel ne fut pas son étonnement en se retirant, mêlés avec du papier dont la date remontait au siècle dernier, plusieurs rouleaux de pièces d'or. Le nombre de ces pièces, que nous avons vues et touchées, est assez considérable ; leur poids total est d'environ un kilogramme et demi, et l'or est du titre le plus pur. Ces pièces dont la valeur monétaire peut s'élever à environ 4 mille francs, appartiennent pour la plupart aux quatorzième et quinzième siècles ; du moins n'est ce que fait penser la grossièreté du travail, bien qu'elles ne portent pas de millésime et que les empreintes soient en grande partie effacées. Parmi elles, cependant, on en remarque plusieurs qui sont parfaitement conservées, celles-là appartiennent, soit à Philippe II, roi d'Espagne, soit à divers princes d'Italie ; tout porte à croire que ce petit trésor aura été caché dans le bahut où il a été trouvé, vers la fin du seizième siècle, à l'époque où les guerres de la ligue désolaient et ensanglantaient la France ; les origines diverses des monnaies qui le composent, feraient penser qu'il a appartenu à un militaire qui avait fait la guerre, soit en Italie, soit dans les Pays Bas espagnols ; mais à cet égard on ne peut que faire des conjectures, car les titres qui y étaient joints et qui peut être renfermaient de précieux documens sur cette époque de notre histoire, ont été lacérés par l'inventeur du trésor qui, dans sa fâcheuse ignorance, s'a vu sans doute en eux que d'insignifiantes paperasses.

On mande de Vienne le 25 février :

Le comte Italien Gentalolier, qui, après avoir été victime plusieurs années comme prisonnier d'état au Spielberg, a obtenu dernièrement la permission de s'expatrier en Amérique, se trouve encore ici pour se faire traiter par nos médecins d'une maladie dont il est atteint depuis long-tems On a pour lui de grands ménagemens, et il lui est permis de se promener en voiture accompagné d'un de ses parens et d'un agent de police

☞ Nous sommes heureux d'appeler l'attention des intéressés sur une erreur qui s'est glissée dans l'avis de Messrs. les commissaires chargés de recevoir les souscriptions au fonds capital de la banque des citoyens. Il y est dit que la clôture des livres de souscriptions aura lieu le 9 juin, tandis qu'ils doivent être fermés le 6 juin. Voir l'annonce.

☞ L'attention des spéculateurs et propriétaires fonciers est appelée sur une vente de propriétés de grande valeur, situées sur les rues Champs Elysées et Moreau, près le fleuve, qui sera faite aujourd'hui, 16 mai, par MM. Tricou, Domingon & Canonge, à la Bourse Hewlett, encoignure des rues St. Louis et Chartres. 16 mai-1

☞ Nous appelons l'attention du public sur une vente considérable de propriétés qui seront adjugées en bloc à l'enchère, aujourd'hui, 16 mai, par M. F. Bussom, shériff, en vertu d'un ordre de la cour fédérale. Cet ensemble est bien connu sous le nom de Corderie de Ball; la superficie du terrain est d'environ 90 acres et il renferme de grandes améliorations qui ont coûté plus de 20 mille piastres. 16 mai

NECROLOGE—*Communiqué.*

Madame Joseph Loquet vient de payer le tribut à la nature. Puisse l'hommage sincère que nous rendons au mérite de cette dame estimable adoucir l'amertume des larmes que sa perte fait répandre.

Douée de toutes les qualités qui distinguent son sexe, elle sut se faire estimer de tous ceux qui la connurent. La religion, qui fut pour elle le premier devoir, l'aidait à supporter une longue maladie ; quand le moment vint la priver de cet objet de son affection ! Ce coup fatal marqua le terme de sa vie : elle ne put survivre à tant de douleurs. Son âme s'est séparée de son corps le 13 mai, pour aller occuper près de l'Eternel, la place que ses vertus sociales et religieuses avaient déjà marquée ! ! Qu'elle jouisse en paix de la récompense de ses bonnes œuvres ! !

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orleans, 14 mai 1836.

COTON.

943 balles	Mississipi	17¼
143 do	do	16¾
18 do	do	16
235 do	Louisiane	17¼
110 do	do	18
76 do	do	19¼
167 do	Ten-nesee	18
108 do	Alabama	16
20 do	do	14½
37 do